

**Conseil économique et social**

Distr. générale
12 octobre 2011
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales****Session ordinaire de 2012**

30 janvier-8 février 2012 et 17 février 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010
d'organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil économique et social,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil****Note du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Feminist Press	3
2. International Trustee Fund of the Tsyolkovsky Moscow State Aviation Technological University	4
3. National Women's Council of Catalonia	6
4. New York County Lawyers' Association	7
5. Pacific Rim Institute for Development and Education	9
6. Pag-Aalay Ng Puso Foundation (Offering of the Heart Foundation)	9
7. Prasad Project	12
8. Priests for Life	14
9. SHATIL: The New Israel Fund's Empowerment and Training Center for Social Change Organizations	15
10. Simon Wiesenthal Center	17
11. Internationale Socialiste	18
12. SOUL Development of Women and Children	20



13. Sudan National Committee on Harmful Traditional Practices	22
14. Mouvement international des femmes pour la paix Suzanne Mubarak	23
15. Swiss Catholic Lenten Fund	25

1. Feminist Press

Statut consultatif spécial depuis 1999

Introduction

Feminist Press est une maison d'édition littéraire indépendante et à but non lucratif dont la mission consiste à promouvoir la liberté d'expression, l'égalité des hommes et des femmes devant la loi et la justice sociale. Elle publie des livres parfois non accessibles au public en raison du fait qu'ils sont ignorés par les éditeurs classiques. Fondée en 1970, l'organisation est la plus ancienne maison d'édition féministe dans le monde. Elle a commencé son activité en sauvant les ouvrages « perdus » d'importantes écrivaines dont les livres étaient épuisés, y compris Zora Neale Hurston et Charlotte Perkins Gilman. Au fil des décennies, elle est devenue un éditeur bien connu de la littérature féminine afro-américaine et des traductions effectuées par des femmes du monde entier, en particulier d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. Aujourd'hui, Feminist Press s'est orientée vers la publication d'œuvres originelles écrites par des femmes et des hommes qui ont l'esprit militant et croient dans le libre choix et l'égalité. Elle va à la recherche de livres novateurs, souvent surprenants, écrits par des auteurs de diverses origines.

Objectifs et mission

Feminist Press accomplit sa mission en tant qu'organisation militante par l'intermédiaire de son programme d'édition. Les livres édités portent sur des questions des droits de l'homme, en particulier les droits des homosexuels, des lesbiennes, des bisexuels, des transgenres et des altersexuels, la violence conjugale, les soins de santé et la liberté d'expression. Afin d'atteindre un plus large public, l'organisation élabore un plan de sensibilisation et de promotion pour chaque livre qu'elle publie qui comprend, dans la mesure du possible, des lectures et des débats avec l'auteur. Elle entre régulièrement en partenariat avec des organisations culturelles et des institutions universitaires afin de coparrainer des manifestations, notamment avec les sections chargées des études concernant les femmes, les diverses préférences sexuelles, les Africains et les Afro-américains, le Moyen-Orient et les juifs. Toutes les manifestations organisées par Feminist Press sont largement promues sur le site Web de l'organisation, au moyen des courriels envoyés à des adresses dont le nombre ne cesse d'augmenter et sur ses pages Facebook et Twitter. Les médias sociaux lui ont permis de garder les coûts de la promotion et de la publicité au plus bas tout en maintenant une présence très dynamique en ligne. Grâce à tous ces efforts et à une vaste couverture par plusieurs magazines imprimés, l'organisation est parvenue à augmenter de manière soutenue la participation aux manifestations et aux lectures qu'elle organise et à atteindre ainsi un public élargi. Bien qu'elle ait déjà célébré son quarantième anniversaire en 2010, Feminist Press n'a pas modifié son projet qui consiste à travailler pour l'égalité, la tolérance et les libertés individuelles.

Participation aux réunions des Nations Unies

À la session de 2008 de la Commission de la condition de la femme, la Directrice exécutive de Feminist Press, Gloria Jacobs, a pris part à un dialogue public avec Audun Lysbakken, le Ministre norvégien chargé de l'enfance, de l'égalité et de l'intégration sociale, dans le cadre d'une manifestation parrainée par

l'Ambassadeur de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies à l'intention des délégués à la Commission. En 2007, Feminist Press a publié l'ouvrage intitulé *The Circle of Empowerment: Twenty-five Years of the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women* mis au point par Hanna Beate Schopp-Schilling qui était membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de 1989 jusqu'à sa mort en 2009. Le livre a été lancé à la session de 2008 de la Commission de la condition de la femme au cours de laquelle Beate a participé à plusieurs réunions à l'Organisation des Nations Unies.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Feminist Press fait tout son possible pour représenter les voix des femmes en péril dans le monde. Sa nouvelle série sur les droits de l'homme en est un exemple. Parmi les titres de cette série, un livre d'essais a été écrit par Rhonda Copelon, un des membres fondateurs de la faculté de droit de la City University of New York, avocate des droits de l'homme et Vice-Présidente du Center for Constitutional Rights, qui a fait œuvre de pionnière en ouvrant les tribunaux fédéraux des États-Unis et les tribunaux internationaux aux affaires de violence sexiste et de violation des droits de l'homme jusqu'à sa mort des suites d'un cancer en 2010. L'héritage de Rhonda en tant que championne des droits de l'homme dans le monde entier sera répertorié dans ce livre. Feminist Press a également trouvé nécessaire de réagir face à l'intolérance que subissent les homosexuels, les lesbiennes, les bisexuels, les transgenres et les altersexuels dans le monde en publiant une série consacrée au travail de ceux qui peuvent parler des problèmes de mauvais traitement et de harcèlement à l'égard des homosexuels dans le monde.

2. International Trustee Fund of the Tsyolkovsky Moscow State Aviation Technological University

Statut consultatif général depuis 1999

Objectifs et mission

La mission de l'International Trustee Fund of the Tsyolkovsky Moscow State Aviation Technological University consiste à aider à la formation de spécialistes hautement qualifiés, à appuyer les travaux de recherche dans le domaine aérospatial et dans les sciences apparentées et à consolider la base socioéconomique de l'université.

Changements à signaler

Le nombre de projets réalisés par l'organisation a augmenté considérablement. Des rapports étroits ont été maintenus avec des personnalités éminentes du Kazakhstan, de la Chine, du Brésil, de l'Afrique du Sud et du Mexique dans la mesure où l'organisation a ouvert des bureaux dans ces pays pour exécuter des projets et des programmes coopératifs concernant la conservation de l'environnement, l'application des technologies modernes dans le domaine de l'éducation, la protection de la santé, la médecine et le règlement des problèmes sociaux. Une collaboration a également eu lieu avec des organisations dans la région de Kaluga, dans le contexte de l'ouverture d'un bureau de l'organisation dans cette région de la Fédération de Russie, afin de réaliser des projets et des programmes de

coopération dans les domaines de la science, de l'éducation et de la culture. Les sources de financement n'ont pas changé : des sponsors fournissent des fonds pour la réalisation des projets et programmes de l'organisation.

Participation aux réunions des Nations Unies

Le Président de l'organisation a pris part à la réunion du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et au travail du Bureau européen et nord atlantique de l'OACI conformément au mémorandum de coopération signé entre l'organisation et l'OACI. Le Président de l'organisation, le Professeur Mark Liberzon, en sa qualité de membre du Conseil de la Fondation internationale de Moscou pour le soutien à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a participé aux manifestations planifiées par La Fondation.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation élabore des programmes en coopération avec l'OACI afin de réaliser les applications générales de la Déclaration de Nairobi sur la sûreté de l'aviation civile. Le programme portant sur la sûreté de l'aviation dans les industries aéronautiques russes est issu de la Conférence des Directeurs généraux de l'aviation civile sur une stratégie mondiale de supervision de la sécurité.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Deux membres de l'organisation, Genri Reznik, Président de l'ordre des avocats de Moscou, et l'universitaire Konstantin Frolov ont été chargés de travailler dans l'organisation « Social Hall » sous la direction du Président de la Fédération de Russie pour effectuer des tâches liées à l'exécution, en Russie, des programmes relatifs aux mesures adoptées à l'échelle mondiale au XXI^e siècle. Le Président de l'organisation, le professeur Mark Liberzon, a participé, en tant que conseiller social du maire de Moscou, à la planification pour la ville de programmes dans les domaines de l'écologie, des soins de santé, de la science et de la culture.

Informations supplémentaires

L'organisation n'a pas participé pleinement, comme on pouvait s'y attendre, aux activités du Conseil économique et social, car elle a utilisé toutes ses ressources dans les domaines suivants :

- Applications générales de la Déclaration de Nairobi sur la sûreté de l'aviation civile;
- Négociations sur la création d'une agence aérospatiale internationale sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies afin de coordonner et de gérer l'activité aérospatiale dans le monde;
- Préparatifs et organisation du sixième Congrès aérospatial international (Moscou, 23-27 août 2009).

3. National Women's Council of Catalonia

Statut consultatif spécial depuis 1999

Introduction

Le National Women's Council of Catalonia est l'organe participatif et consultatif du Catalan Institute for Women. Il rassemble les divers organisations, associations, groupes et conseils de femmes en Catalogne pour aborder de façon globale les questions liées au plan d'action du Gouvernement catalan (Generalitat de Catalunya) dans le contexte des politiques économiques, sociales et culturelles relatives aux femmes. Depuis 2010, 390 organisations non gouvernementales font partie de l'organisation.

Objectifs et mission

L'organisation encourage la participation et l'association des femmes, ainsi que la constitution de réseaux. Elle répond aux demandes relatives aux objectifs du plan d'action du Gouvernement catalan dans le domaine des politiques relatives aux femmes, évalue leur degré de mise en œuvre et participe à l'évaluation des dispositions prises. Elle fait de nouvelles propositions au Catalan Institute for Women sur des questions intéressant les groupes de femmes.

Contribution aux activités de l'ONU

Toutes les réunions de l'ONU auxquelles l'organisation a assisté ont contribué à la manière dont l'organisation aborde les sujets stratégiques, collabore à l'élaboration des plans du Gouvernement catalan en matière d'égalité et prend connaissance des activités menées ailleurs. Le réseau constitué aide à renforcer les liens avec les organisations internationales et à ouvrir de nouvelles possibilités de coopération.

Participation aux réunions des Nations Unies

- Cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 26 février-9 mars 2007) : présentation d'une déclaration écrite sur une déclaration de principe contre la violence à l'égard des femmes et surtout des filles;
- Conférence ministérielle sur le vieillissement [Léon (Espagne)], 6-8 novembre 2007) organisée par la Commission économique pour l'Europe;
- Cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 25 février-7 mars 2008) : présentation d'une déclaration écrite sur le thème prioritaire intitulé « Financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes »
- Cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 2-13 mars 2009) : présentation d'une déclaration orale et d'une déclaration écrite sur le thème prioritaire intitulé « Partage égal des responsabilités entre les femmes et les hommes, y compris les soins donnés dans le contexte du VIH/sida »;
- Forum européen des femmes : Beijing+15 [Cadix (Espagne)], 4 et 5 février 2010);

- Forum mondial des ONG de femmes, Beijing +15 (New York, 27 et 28 février 2010);
- Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme et examen, 15 ans après, de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing (New York, 1^{er}-12 mars 2010) : présentation d'une déclaration écrite sur la pleine citoyenneté de la femme.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Voir ci-dessus.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les activités menées par l'organisation contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Catalogne, surtout ceux qui concernent la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme, mais l'organisation a également joué un rôle concret dans plusieurs processus de démocratisation.

4. New York County Lawyers' Association

Statut consultatif spécial depuis 2003

Introduction

Créée en 1908, la New York County Lawyers' Association est une association d'avocats comptant 9 000 membres qui travaille à des fins exclusivement caritatives et éducatives. Ses objectifs premiers sont de promouvoir la bonne administration de la justice, l'état de droit et les réformes juridiques qui font progresser l'intérêt général; de renforcer le professionnalisme, l'intégrité et la compétence du barreau; et d'offrir des services juridiques gratuits aux déshérités et aux personnes dans le besoin. Le siège des activités de l'association est à New York.

Objectifs et mission

Pour mener à bien sa mission, l'association parraine un large éventail d'activités, dont les suivantes : elle appuie 65 commissions dont les membres s'occupent principalement de questions juridiques et législatives et de questions relevant de la politique publique, ainsi que d'aspects particuliers de la pratique juridique; administre des programmes d'assistance gratuite, au titre desquels des avocats bénévoles fournissent gracieusement des avis et conseils juridiques sur des questions de droit concernant notamment la famille, l'emploi, le logement et les consommateurs; organise des rencontres, y compris des tribunes libres où des sujets d'actualité locale, nationale ou internationale sont examinés; propose des programmes de formation juridique continue aux avocats souhaitant améliorer leurs compétences et leur connaissance des obligations déontologiques; publie des rapports sur des sujets allant des recommandations de changement dans les tribunaux familiaux aux mesures de protection des victimes de traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle; et distribue de nombreuses publications, sous forme de bulletins d'information, d'opinions sur la déontologie, de guides destinés aux avocats en exercice et de manuels pour informer les jeunes de leurs droits et de leurs responsabilités.

Contribution aux activités de l'ONU

Activités à l'appui des principes mondiaux relatifs à la primauté du droit : le département chargé de la formation juridique continue à parrainer les cours suivants : 2007, cours de déontologie internationale sur l'exercice de la profession dans les entreprises et au-delà des frontières; 2008, cours intitulé « Accessing the International Stage: Race Law and Internationalism »; 2009, cours sur les lois en vigueur en matière de traite d'êtres humains. Le comité chargé du droit international et étranger (Foreign and International Law Committee) au sein de l'association a parrainé les activités suivantes : 2007, programme sur le terrorisme diffamatoire : intersection entre loi britannique sur la diffamation et le First Amendment; 2008, forum sur les contrats militaires privés : nouveaux soldats dans le cadre de nouvelles guerres.

Activités visant à appuyer la réduction de la violence à l'encontre des enfants : le comité chargé des droits de l'homme au sein de l'association a parrainé les activités suivantes : 2007, forum sur la violence à l'égard des enfants : traite et exploitation sexuelle des enfants.

Participation aux réunions des Nations Unies

Au cours des quatre dernières années, l'association n'a pas beaucoup participé aux activités organisées à l'ONU, ayant axé ses efforts sur la formation des membres de la profession judiciaire et du public au sujet des questions internationales et sur le parrainage de forums et de réunions visant à faire connaître les préoccupations du Conseil économique et social et d'autres organes des Nations Unies. Des représentants de l'association ont participé aux manifestations suivantes : les réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, entre 2007 et 2009, ainsi que les réunions portant sur les femmes, la paix et la sécurité, en 2009.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'association a parrainé des activités à l'appui de l'objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme. Son comité chargé des droits de la femme a parrainé les manifestations suivantes :

2007 : conférence donnée par Janet Benshoof, Présidente du Global justice Center, sur l'impact mondial des politiques des États-Unis sur les droits en matière de procréation;

2009 : Conférence donnée par la Présidente et Directrice exécutive d'Égalité Maintenant sur la lutte contre le tourisme sexuel et la promotion des droits des femmes et des filles dans le monde;

2010 : Forum sur les mesures prises par les États-Unis pour assurer l'égalité aux femmes afghanes.

5. Pacific Rim Institute for Development and Education

Statut consultatif spécial depuis 1999

Introduction

Fondé en 1990 en tant qu'organisation publique à but non lucratif régie par le paragraphe 501 c) 3 du code fiscal des États-Unis et enregistrée dans l'État de Californie, le Pacific Rim Institute for Development and Education a pour vocation d'assurer une éducation et une collaboration multiculturelles en vue de l'exécution de programmes de perfectionnement avec des chercheurs, des éducateurs, des professionnels, des communautés autochtones, des parents, des étudiants, des jeunes et des enfants.

Contribution aux activités de l'ONU

Des représentants de l'organisation ont participé à diverses réunions de la Commission de la condition de la femme, de l'Instance permanente sur les questions autochtones et de la Commission du développement social pendant la période d'établissement du présent rapport. L'organisation a également participé à la soixante-deuxième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales organisée sous le titre « For peace and development: disarm now! » qui s'est tenue à Mexico du 9 au 11 septembre 2009.

Participation aux réunions des Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont assisté à de nombreuses manifestations organisées en parallèle aux réunions intergouvernementales susmentionnées, y compris un forum de la société civile sur l'intégration sociale, en février 2010.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené diverses activités à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a joué un rôle clef au sixième forum international de Shanghai pour les enfants (Shanghai (Chine), 19-21 septembre 2007) au cours duquel elle a présenté des exposés sur la lutte en faveur des droits des enfants dans le monde actuel. Elle a en outre financé une activité dans le nord de la Basse-Californie (Mexique) afin de résoudre certains problèmes d'environnement et de violence. Il s'agissait de la première étude environnementale concernant l'un des fleuves les plus pollués de l'Amérique du Nord (New River) et son impact sur les habitants autochtones. L'organisation collabore en outre avec des organisations non gouvernementales mondiales afin de promouvoir une résolution visant à établir une journée internationale pour les enfants sans parents et sans famille.

6. Pag-Aalay Ng Puso Foundation (Offering of the Heart Foundation)

Statut consultatif spécial depuis 1999

Introduction

Pag-Aalay Ng Puso Foundation (Offering of the Heart Foundation) est une organisation non gouvernementale basée aux Philippines dont les membres sont des personnes non spécialisées travaillant pour l'amélioration de la situation des

communautés philippines pauvres vivant le long de la baie de Manille à Navotas et dans la New Smoky Mountain à Tondo. L'organisation a de nouveaux partenaires de réseau dans la communauté des travailleurs migrants à Tokyo, Yokohama et les villes environnantes au Japon et collabore avec des experts jésuites, des prêtres et des universités jésuites en République de Corée, dans la Province chinoise de Taiwan et avec des bénévoles de Vancouver (Canada) à la réalisation de projets dans les Philippines.

Objectifs et mission

Les objectifs et la mission de l'organisation consistent :

- À améliorer les conditions de vie des communautés pauvres et d'œuvrer pour l'élimination de la pauvreté dans la métropole de Manille (Navotas et New Smokey Mountain, Tondo, Manille); depuis 1988, l'organisation octroie des bourses d'études, assure le financement de garderies et de microcrédits et organise des séminaires de formation aux valeurs et la mise en place de magasins coopératifs et de missions médicales;
- À aider les Philippines à l'exécution de programmes de sensibilisation juridique et médicale à Tokyo, Yokohama et les villes environnantes au Japon au sujet des droits des femmes, des droits des travailleurs étrangers et de leur famille et des droits des femmes philippines dans les mariages internationaux;
- À organiser une coopération multinationale (République de Corée, Province chinoise de Taiwan et Canada) pour assurer éducation et logement aux pauvres des Philippines.

Changements à signaler

Les changements méritant d'être signalés se sont produits a) en 2007, année où le Gouvernement a annoncé la réinstallation de milliers de familles pauvres vivant le long de la baie de Manille à Navotas pour permettre la construction d'une route côtière. En réponse à cette mesure, l'organisation a lancé la construction de logements pour 100 familles en partenariat avec Enspire Foundation de Vancouver (Canada), fini de construire six maisons, une bibliothèque, un centre de formation et une salle de réception et prévu la construction d'autres bâtiments; b) en 2006, lorsque le Japon a mis en œuvre de nouvelles lois sur l'immigration concernant les étrangers qui travaillent au Japon. En réponse à cette mesure, l'organisation a envoyé, entre 2006 et 2009, des professeurs de droit de l'Université des Philippines afin de protéger les droits des femmes et des travailleurs migrants qui comptent des milliers de Philippines travaillant temporairement au Japon en tant qu'artistes.

Contribution aux activités de l'ONU

Le 8 mars 2007, le Président de l'organisation et deux responsables ont assisté avec 17 organismes des Nations Unies à une manifestation au Japon consacrée à la commémoration de la Journée internationale de la femme qui a eu lieu à l'Université des Nations Unies, à Tokyo. Conformément aux orientations de la Commission de la condition de la femme, de 2000 et jusqu'à ce jour, l'organisation a apporté un soutien à 500 femmes philippines mariées à des Japonais qui ont connu la violence et fait face à des difficultés au sein du mariage.

Participation aux réunions des Nations Unies

- Soixantième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème : « Les changements climatiques : nous sommes tous concernés » (Siège de l'Organisation des Nations Unies, 5-7 septembre 2007); la Présidente de l'organisation, basée à Tokyo, a participé au débat qui a eu lieu dans le cadre d'un atelier de la Conférence sur l'effet des industries minières sur les changements climatiques, les peuples autochtones et l'environnement;
- Soixante-deuxième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « For peace and development: disarm now! » (Mexico, 9-11 septembre 2009); la Présidente a participé à des ateliers et évoqué les expériences vécues par son père (soldat américain) pendant le fléau de la guerre. Manille a été la deuxième ville la plus bombardée durant la Seconde Guerre mondiale après Varsovie. La Présidente a en outre fait des propositions pour la rédaction de déclarations des ONG;
- Soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Progresser dans la santé : réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement » (Melbourne (Australie), 30 août-1^{er} septembre 2010); la Présidente et deux directeurs de projet ont participé à des ateliers et fait part des expériences qu'ils avaient accumulées en 22 ans en fournissant des services de soins de santé à 4 000 familles vivant dans des bidonvilles à Navotas et aux familles d'éboueurs dans la New Smoky Mountain à Tondo, Manille.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Les 11 et 12 septembre 2007, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, la Présidente de l'organisation a examiné avec des responsables du Comité chargé des organisations non gouvernementales et de la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales des questions relevant de la réduction de la pauvreté, comme le tourisme sexuel dans les Philippines, et de la prestation de soins de santé aux travailleurs migrants au Japon et aux habitants des bidonvilles de la métropole de Manille.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Depuis 2007, l'organisation a créé trois cabinets médicaux qui reçoivent régulièrement la visite de médecins, en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire qui consiste à réduire la mortalité infantile et à améliorer la santé maternelle dans les bidonvilles de Navotas et de la New Smoky Mountain à Tondo, Manille. Près de 4 000 familles en ont bénéficié. Un documentaire sur ces initiatives est en train d'être réalisé dans les zones susmentionnées pour la chaîne télévisée Al Jazeera. Il devrait être achevé en 2011.

Informations supplémentaires

L'organisation souhaiterait que l'Organisation des Nations Unies et ses institutions organisent des réunions ou des conférences dans une ville de l'Asie du Sud-Est, à Singapour ou Manille, par exemple, sur les questions de proximité et de formalités de visa.

7. Prasad Project

Statut consultatif spécial depuis 2007

Introduction

Le Prasad Project est une organisation à but non lucratif qui œuvre pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes défavorisées sur le plan économique dans le monde. L'organisation a été créée en 1992.

Contribution aux activités de l'ONU

Les principales activités que l'organisation a menées au cours des quatre dernières années à l'appui du programme de développement du Conseil économique et social et de l'Organisation des Nations Unies se sont concrétisées, notamment, par divers programmes dans les domaines de la santé, de l'éducation, des secours en cas de catastrophe et du développement durable.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation n'a pas participé aux réunions du Conseil et de ses organes subsidiaires axant ses efforts sur l'élaboration et la mise en œuvre des programmes. De plus, compte tenu du nombre restreint des effectifs et des travaux et du manque de ressources budgétaires, la participation aux réunions est très difficile.

Coopération avec des organes des Nations Unies

En Inde, le Prasad Project a commencé à travailler avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en 2005 sur des problèmes comme l'infection des enfants par le VIH, la transmission du virus de la mère à l'enfant et la sensibilisation au sujet du VIH/sida sur le plan local.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les huit objectifs du Millénaire pour le développement pour 2015 constituent un excellent moyen de juger si les programmes du Prasad Project sont appropriés et nécessaires. Ces objectifs sont tout à fait compatibles avec les objectifs et programmes de l'organisation :

Objectif 1 : Réduire la pauvreté et la faim entre 2007 et 2010. L'organisation a servi plus de 230 360 repas à des enfants et à des femmes allaitantes ou enceintes. En 2009, plusieurs groupes d'entraide féminins ont obtenu des contrats pour préparer et distribuer des repas dans des maternelles gérées par l'État; ces groupes ont ainsi créé des entreprises durables tout en luttant contre la malnutrition infantile.

Objectif 2 : Éducation primaire pour tous. Le programme éducatif de l'organisation aide les enfants à rester à l'école en leur assurant les fournitures scolaires. Le personnel médical de l'organisation assure des examens de dépistage dans les écoles et fournit des vitamines. De plus en plus d'enfants sont en train d'achever l'école primaire et nombreux sont ceux qui ont entamé un enseignement supérieur grâce au programme de bourses du Prasad Project. Au Mexique, l'équipe de chirurgiens bénévoles de Prasad de México a rétabli la vue de centaines d'enfants frappés de cécité pour cause de cataracte ou de strabisme. À la fin de 2010, Prasad de Mexico avait déjà mis en place 138 unités mobiles d'ophtalmologie de ce type.

Objectif 3 : Égalité des sexes et autonomisation de la femme. Plus de 300 groupes d'entraide féminins ont été constitués et beaucoup de membres ont atteint des niveaux inespérés; ces femmes ont fait front à l'injustice, se sont portées candidates dans la fonction publique, ont créé leur propre entreprise et représenté l'organisation à une conférence nationale.

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile. En complément de ses programmes d'alimentation et de soins de santé, le Prasad Project a organisé des manifestations comme la Well-Baby Competition dans laquelle des médecins font un bilan de l'état général de nouveau-nés et de nourrissons et de leur développement physique, mental et social et donnent des conseils aux parents sur les meilleures pratiques en matière de soins parentaux. Les bébés dont les mères ont participé au programme de soins de santé procréative et infantile de l'organisation avaient à la naissance un poids supérieur à la moyenne nationale enregistrée en Inde. Aux États-Unis d'Amérique, où les enfants perdent plus de 50 millions d'heures de scolarité par an, le programme de santé dentaire de l'organisation a permis de traiter des caries et d'autres maladies dentaires chez les enfants de familles à faible revenu qui, sinon, n'auraient pas eu les moyens de se faire soigner. Tous les ans, le programme et les unités dentaires mobiles de l'organisation assurent des soins dentaires et une éducation à plus de 4 000 enfants. En 2009, le programme a fait l'objet d'un article publié par l'American Dental Association.

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle. En 2010 seulement, le programme de santé procréative et infantile de l'organisation a fourni plus de 8 288 allocations et services, notamment des dépistages prénatals de l'anémie, du VIH/sida et d'autres maladies, des entretiens au sujet des soins prénatals et anténatals et de la santé et la distribution de vitamines, de compléments nutritifs et de lait maternisé. Depuis 2007, plus de 500 femmes ont participé au programme de formation au métier de sage-femme (dai) de l'organisation.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. Depuis 2007, le programme de VIH de l'organisation a offert plus de 105 435 allocations et services sous la forme de mesures de prévention et de sensibilisation, de dépistage du VIH, de traitement et de soutien, de lutte contre la transmission du parent à l'enfant et de séances de consultation psychologique et spirituelle destinées aux personnes séropositives et aux membres de leur famille. En 2009, le Prasad Project a accueilli un stage sur la sensibilisation au VIH/sida organisé par d'autres organisations non gouvernementales.

Objectif 7 : Préserver l'environnement. Le projet de verger, la deuxième initiative consacrée à la culture, les clubs d'agriculteurs et les groupes autonomes de femmes agricultrices sont tous conçus pour être durables et respectueux de l'environnement.

Objectif 8 : Partenariat mondial pour le développement. Le Prasad Project a collaboré avec de nombreuses organisations, y compris Direct Relief International, l'UNICEF, le Rotary Club et la Clinton Foundation. L'organisation se félicite de ces relations qui permettent de créer des synergies pour la poursuite d'objectifs et d'initiatives communs.

8. Priests for Life

Statut consultatif spécial depuis 2003

Introduction

Priests for Life est une organisation non gouvernementale à vocation éducative qui représente des religieux et des laïcs du monde entier. Elle participe à des réunions des Nations Unies à New York et Genève et collabore avec les missions des États Membres et de nombreuses ONG pour promouvoir des politiques internationales susceptibles d'assurer la protection de la dignité humaine durant toutes les étapes du cycle de vie. Elle ne cesse de défendre des solutions qui affirment les valeurs de la vie pour résoudre les problèmes du monde d'aujourd'hui et encourage la participation des organisations religieuses nationales et de la société civile aux réunions et activités organisées au sein de l'ONU.

Objectifs et mission

La principale mission de l'organisation consiste à appuyer la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée et proclamée par l'Assemblée générale le 10 décembre 1948, qui stipule sans équivoque que « Tout individu a droit à la vie » (art. 3). Elle est axée en particulier sur la protection du droit à la vie des enfants, tel que précisé dans la Convention relative aux droits de l'enfant. L'organisation travaille avec les responsables gouvernementaux, le clergé et des organisations et des particuliers de tous les pays du monde, gardant toujours à l'esprit les valeurs religieuses et culturelles qui respectent tout particulièrement la vie des enfants, aux différents stades de leur développement, tout en faisant campagne pour des mesures durables susceptibles de protéger, d'améliorer et de prolonger la vie des enfants.

Changements à signaler

Compte tenu de l'évolution de la situation dans le monde, la nécessité de protéger les femmes et leurs enfants à naître contre la violence, telle qu'envisagée par Priests for Life, ne fait que croître. Ainsi, l'organisation a augmenté sa présence et sa participation dans les capitales où elle instruit les dirigeants religieux et d'autres personnes occupant des postes clefs, notamment au sujet des activités de l'Organisation des Nations Unies.

Contribution aux activités de l'ONU

L'élargissement de l'organisation lui a offert de nouvelles possibilités de faire connaître l'Organisation des Nations Unies et de contribuer à sensibiliser le public aux activités de l'ONU. Priests for Life promeut ces activités par l'intermédiaire de son site Web dans une rubrique intitulée « Our Work at the United Nations ». Les programmes télévisés diffusés sur le site sont une occasion de faire connaître le travail de l'Organisation et de sensibiliser un plus large public à ce sujet. Les programmes télévisés et radiophoniques consacrés au public hispanique ont le même effet. Priests for life a accru l'utilisation des sites de création de réseaux sociaux qui comportent des mises à jour au sujet de l'Organisation des Nations Unies.

Participation aux réunions des Nations Unies

Durant la période 2007-2010, l'organisation a enregistré et envoyé des représentants à diverses manifestations et réunions. Elle a participé à chacune des quatre sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme qui ont eu lieu à New York (2007, 2008, 2009 et 2010) et présenté une déclaration écrite à celle de 2010. Elle a également participé à la soixante-troisième session de l'Assemblée mondiale de la Santé à Genève, en mai 2010.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec diverses commissions en se branchant sur leur site Web et en y distribuant des documents. Il s'agissait surtout de la Commission de la condition de la femme, de la Commission du développement social et de la Commission de la population et du développement.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 4 : Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans. Priests for Life fait campagne dans le monde entier pour la recherche de solutions qui affirment les valeurs de la vie face aux grossesses imprévues pour sauver la vie des enfants dans l'utérus. Elle fait campagne également pour des lois et des politiques qui respectent la vie de tous les enfants et y sont attachées, en particulier les enfants les plus menacés de mort à cause de maladies traitables, de la faim et de l'avortement. Elle appuie des mesures qui reconnaissent que chaque grossesse concerne au moins deux patients – la mère et l'enfant – et demande instamment l'accès aux soins prénatals importants et à la chirurgie intra-utérine d'urgence pour sauver la vie des enfants au sein de leur mère.

Objectif 5 : Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle. Priests for life cherche à réduire et à éliminer la mortalité maternelle en faisant campagne pour l'accès aux soins obstétriques essentiels et à un accouchement assisté par du personnel qualifié pour toutes les femmes enceintes, ainsi que l'accès aux soins prénatals et postnatals, à la nutrition, à du sang propre pour les transfusions, aux antibiotiques et au transport dans les centres d'urgence lorsqu'il s'agit d'un accouchement difficile. L'organisation travaille avec le clergé et les dirigeants religieux de tout bord pour créer une volonté politique de sauver la vie des mères.

9. SHATIL: The New Israel Fund's Empowerment and Training Center for Social Change Organizations

Statut consultatif spécial depuis 2007

Introduction

SHATIL œuvre pour le changement social en collaboration avec des militants, des organisations, des réseaux, des groupes locaux et des mouvements sociaux en Israël et dans le monde entier.

Objectifs et mission

SHATIL (qui veut dire « plant » en hébreu) est l'agent chef de file du changement social en Israël. Il a pour mission de promouvoir une société fondée sur

la justice sociale, économique et environnementale, les droits humains et civils et le pluralisme religieux et culturel. Les activités de l'organisation renforcent la démocratie israélienne en augmentant la participation des citoyens aux processus gouvernementaux et la quête de l'égalité et de la justice sociale. Elle exerce une influence sur les orientations et lance des projets de changement social, seule ou en partenariat avec des organisations à but non lucratif, des institutions publiques, des entreprises, des philanthropes, les médias, les universités et le milieu artistique. Créée en 1982 par le New Israel Fund pour renforcer la société civile en Israël, l'organisation aide tous les ans plus de 1 400 organisations travaillant pour le changement social à améliorer leur compétence en fournissant des conseils et une formation de groupes bien adaptés dans de nombreux domaines, notamment la sensibilisation et les médias, la planification stratégique, la collecte de fonds, la gestion financière, la bonne organisation des projets et des campagnes et la création de coalitions. Elle s'attache à doter les collectivités, sur les plans économique et géographique, de tous les moyens possibles en cultivant leur capacité de direction et en créant de nouvelles compétences et en lançant et en facilitant des coalitions stratégiques. Elle aide les collectivités défavorisées à améliorer leur niveau de vie en travaillant pour le changement du système social. Grâce à son personnel multilingue et multiculturel, SHATIL a pour rôle exceptionnel d'influencer la politique en rapprochant et en appuyant tous ceux qui partagent l'idéal d'un Israël juste et équitable.

Changements à signaler

Aucun changement.

Contribution aux activités de l'ONU

Au cours des quatre dernières années, SHATIL a apporté une importante contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies, notamment à la promotion des priorités du Conseil économique et social, en ce qui concerne en particulier les droits de l'homme et les progrès sociaux et économiques. Pendant la période d'établissement du présent rapport, l'organisation a renforcé les capacités professionnelles de milliers d'organisations travaillant à la réalisation de ces objectifs et elle a aussi aidé à la réalisation de nombreux résultats, y compris l'accès à l'éducation de la petite enfance et aux soins de santé.

Participation aux réunions des Nations Unies

En 2008, des représentants de SHATIL ont participé à la conférence organisée pour les organisations non gouvernementales par le Département de l'information à Paris dans le cadre de laquelle les représentants d'organisations venant de plus de 100 pays se sont réunis pour donner un nouvel élan à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Coopération avec des organes des Nations Unies

SHATIL a organisé une manifestation parallèle à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme à New York, en mars 2008. En 2009, elle a lancé une nouvelle manifestation annuelle au sein du Parlement israélien, le Knesset, pour marquer la Journée internationale pour l'élimination de la

pauvreté à l'occasion de laquelle il a été donné lecture d'une déclaration écrite du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

SHATIL a joué un rôle important dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en Israël, ainsi que dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et de la préservation de l'environnement.

10. Simon Wiesenthal Center

Statut consultatif spécial depuis 1995

Introduction

Le Simon Wiesenthal Center est une organisation internationale juive de défense des droits de l'homme comptant 440 000 membres. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale internationale qui dispose de bureaux partout aux États-Unis, ainsi que de bureaux régionaux à Toronto, Paris, Jérusalem et Buenos Aires.

Objectifs et mission

Fondée en 1977, à Los Angeles, par le rabbin Marvin Hier, l'organisation applique les enseignements tirés de l'Holocauste à l'analyse des questions contemporaines. Elle porte le nom de l'enquêteur sur l'horreur nazie et militant en faveur des droits de l'homme qui a permis de traduire en justice plus de 1 100 criminels de guerre. Resté combatif jusqu'à sa mort, à 96 ans, à Vienne, il a voulu, en donnant son nom à une institution de son vivant, éviter à tous les peuples la répétition de l'Holocauste. Le Museum of Tolerance à Los Angeles et le Museum of Tolerance à New York constituent les deux branches éducatives de l'organisation.

Contribution aux activités de l'ONU

Le Simon Wiesenthal Center collabore étroitement avec l'Organisation des Nations Unies à New York. Son représentant a pris la parole lors des manifestations suivantes de l'Organisation : débat sur le thème : « De la nuit de cristal (Kristallnacht) à aujourd'hui : comment combattre la haine ? » (2007) et débat sur la lutte contre le racisme pour empêcher les atrocités de masse à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (2008). Il a également fait partie des intervenants au cours du séminaire de 2009 intitulé « Désapprendre l'intolérance » sur le thème de la cyberhaine et des dangers du cyberspace au cours duquel le Secrétaire général a lui aussi pris la parole. Ces manifestations ont toutes eu lieu au Siège de l'ONU et certaines d'entre elles sont accessibles sur le site Web de l'Organisation. À la demande de la mission de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies, le Simon Wiesenthal Center a en outre créé une exposition en souvenir de l'attaque aux armes chimiques qui a visé la ville kurde de Halabja en 1988. Le Directeur du Museum of Tolerance de Los Angeles est intervenu lors de l'ouverture en 2009 de l'exposition au Siège de l'ONU qui était parrainée par la mission de l'Iraq auprès de l'Organisation. À Genève, en 2009, le Center, avec deux autres ONG, a présenté un programme dans le cadre de la Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme

d'action de Durban sur le thème : « Racism – the road to genocide: from Holocaust denial to terror patronage and nuclear menace ».

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation collabore étroitement avec diverses branches des Nations Unies. Durant la période 2007-2010, elle a accueilli 35 manifestations au Museum of Tolerance à New York. Il s'agissait notamment des programmes de l'Université des Nations Unies portant sur la question des changements climatiques, de la migration humaine et du risque (2009) et sur le thème intitulé « Une action des citoyens peut-elle sauver le monde? » (2010), du programme de bourses du Département de l'information dédié aux journalistes en mémoire de Reham al-Farra et de la présentation d'une série de films en collaboration avec le programme de communication sur l'Holocauste de l'Organisation des Nations Unies (*Sophie Scholl: The Final Days*, *The Pianist*, *Among the Righteous*).

Coopération avec des organes des Nations Unies

Le bureau de New York de l'organisation a collaboré étroitement avec le Département de l'information dans le cadre de divers programmes et fourni des locaux au Département, compte tenu de travaux de rénovation qui sont effectués au Siège de l'ONU.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre de son programme relatif aux droits de l'homme, l'organisation a contribué à l'objectif 8 du Millénaire (égalité des sexes) de façon régulière. Dans son rapport annuel sur la haine et le terrorisme numériques, elle a présenté des exemples de cyberhaine prenant les femmes pour cibles et ses deux musées de la tolérance à New York et à Los Angeles ont élaboré des programmes éducatifs interactifs faisant appel à des technologies de pointe sur les mutilations génitales féminines, la traite des femmes et l'utilisation de la femme comme objet sexuel. D'autres expositions ont mis l'accent sur l'exploitation économique et politique des enfants, ce qui contribue à l'objectif 2 du Millénaire, à savoir l'éducation primaire pour tous.

11. Internationale Socialiste

Statut consultatif général depuis 1995

Introduction

L'internationale Socialiste appuie activement le règlement pacifique des conflits en encourageant le dialogue et continue d'œuvrer pour faire progresser la démocratie dans toutes les régions du monde.

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation fait campagne pour le renforcement du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies en matière de paix et de sécurité. La Commission pour une Société Mondiale Durable qu'elle a créée à sa réunion du Conseil organisée les 29 et 30 juin 2007, à Genève, réunit des spécialistes du climat et des politiciens pour formuler des propositions concrètes et adopter des positions au sujet

des changements climatiques, apportant ainsi une contribution valable aux débats et conclusions de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, à Copenhague, en décembre 2009, et à Cancún (Mexique) en novembre et décembre 2010. L'organisation attache également une grande importance aux liens étroits qu'elle a tissés avec les institutions internationales. Dans cet esprit, elle a tenu des réunions du Conseil au siège de l'Organisation internationale du Travail (OIT), à Genève, en juin 2007, au Siège de l'ONU, en juin 2010 et au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques à Paris, en novembre 2010.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'Internationale Socialiste participe régulièrement à des forums des Nations Unies, au niveau des institutions et par l'intermédiaire des activités des partis membres. Depuis 2008, une réunion a lieu tous les ans en septembre, au Siège de l'ONU, en parallèle aux sessions de l'Assemblée générale au cours desquelles des chefs d'État et de gouvernement des partis membres de l'organisation participant à l'Assemblée ont examiné des questions inscrites à l'ordre du jour avec les présidents de l'organisation. Des échanges organisés par l'Internationale Socialiste ont également eu lieu à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, à Copenhague, en décembre 2009, auxquels certains délégués, ministres et chefs d'État et de gouvernement ont participé.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Les 20 et 21 mars 2007, une délégation de dirigeants de l'Internationale Socialiste s'est rendue à Belgrade et à Pristina afin d'examiner le statut du Kosovo avec les dirigeants politiques serbes et kosovars, les représentants de la communauté serbe au Kosovo et des membres de la Mission des Nations Unies au Kosovo. La réunion des présidents qui a eu lieu au Siège de l'ONU le 26 septembre 2008 a examiné les solutions proposées à la crise financière mondiale, avec la participation du Directeur général de l'OIT, de l'Administrateur du programme des Nations Unies pour le développement et du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Les 5 et 6 novembre 2009, une réunion du Comité de l'Internationale Socialiste sur la Politique Économique, le Travail et les Ressources Nationales, tenue au siège de l'OIT à Genève, a examiné la question du travail non organisé, avec la participation du Directeur général et d'experts de l'OIT.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Comité sur la Cohésion sociale, la Pauvreté et le VIH/sida a placé les objectifs du Millénaire pour le développement au cœur de son programme dans les réunions qu'il a tenues à Vienne en mai 2009 et à Accra en mai 2010. Les débats se sont concentrés sur la réduction de la pauvreté, la lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'organisation a participé à la dix-huitième Conférence internationale sur le sida (vienne, 18-23 juillet 2010), coparrainée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, et organisé une manifestation parallèle le 22 juillet 2010. Lors de la réunion des présidents le 26 septembre 2008, au Siège de l'ONU, les participants ont examiné l'importance de l'engagement de la communauté internationale pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le contexte d'une crise financière mondiale. La réunion des présidents tenue le 20 septembre 2010, au Siège de l'ONU, au moment de la séance

plénière de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée aux objectifs du Millénaire pour le développement a axé ses débats sur la contribution du mouvement social démocrate mondial à la réalisation de ces objectifs. Tout cela a été également examiné de manière approfondie dans le cadre de plusieurs réunions du Conseil de l'Internationale Socialiste.

Informations supplémentaires

En 2010, l'Internationale Socialiste a organisé un dialogue sans précédent entre des politiciens arméniens et azerbaïdjanais sur le conflit encore non réglé dans le Haut-Karabakh dans le cadre de réunions tenues à Erevan (11 et 12 juin) et Bakou (11 et 12 octobre).

12. SOUL Development of Women and Children

Statut consultatif spécial depuis 2007

Introduction

SOUL Development of Women and Children est une ONG yéménite locale créée en 1997. Étant basée localement, l'organisation est bien placée pour répondre aux besoins de la société et adopter les stratégies de développement appropriées sur les plans culturel et social. SOUL adopte une approche du développement axée sur les personnes et attache beaucoup d'importance à la participation et à la coopération de la collectivité à tous les stades de la conception et de l'exécution des projets. Ainsi, l'organisation cherche à encourager les communautés à tirer le meilleur parti de leur potentiel à l'aide de partenariats et d'initiatives communes afin de contribuer de manière active et durable au processus de développement. L'organisation vise en outre à assurer en permanence des services de la meilleure qualité à ses bénéficiaires, à son public et à ses partenaires. En août 2009, elle a changé de nom et s'appelle désormais SOUL for Development. Tel que prévu au départ, elle a continué d'élargir la portée de ses services dans les zones défavorisées, arrivant ainsi à couvrir la quasi-totalité du pays.

Objectifs et mission

La stratégie de l'organisation pour la période 2009-2012 comporte de nouveaux objectifs, et de nouveaux programmes pour atteindre ces objectifs dans divers domaines :

- Santé : Mettre l'accent sur l'amélioration de l'état de santé des femmes et des enfants en réduisant les taux de mortalité maternelle et infantile et de la malnutrition infantile;
- Réduction de la pauvreté : Contribuer à l'élimination de la pauvreté parmi les personnes défavorisées, surtout les femmes et les jeunes, en les dotant de compétences pratiques et commercialisables au niveau de la profession et du développement afin d'augmenter leur chances d'accès à un emploi;
- Éducation : Participer de manière active à la réalisation de l'objectif de l'éducation primaire pour tous en réduisant les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, en augmentant le taux d'alphabétisation chez les femmes et les jeunes et en assurant un développement optimal aux

enfants (de 0 à 8 ans), grâce notamment à la promotion du développement de la petite enfance;

- Technologie de l'information et des communications : Mettre l'accent sur l'amélioration du secteur de l'information et des communications au Yémen en réduisant le fossé numérique, surtout en aidant à étendre l'accès aux services et à accroître la participation des femmes et des jeunes dans le domaine de la technologie de l'information et des communications. Les droits de l'enfant et de la femme sont incorporés de manière transversale dans tous les objectifs, projets et activités de l'organisation.

Changements à signaler

SOUL a élaboré et commencé à mettre en œuvre son plan stratégique pour 2009-2012. L'organisation a étendu ses activités pour faire une place aux jeunes, qui représentent 65 % de la population, en tant que principale cible, tout en continuant de travailler pour ses bénéficiaires initiaux. Les activités ciblant les jeunes, notamment les programmes d'autonomisation et de formation de qualité, ont un impact évident sur la qualité de vie des jeunes qui y participent et auront certainement une influence sur l'avenir d'une grande partie de cette génération. SOUL a intégré le Manara Network, réseau régional d'organisations de la société civile pour les droits de l'enfant dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, en 2009 et travaille désormais à l'échelle régionale. Elle est en train de se transformer en une importante ONG de défense des droits de l'enfant dans les domaines de la sensibilisation et de la législation, de la formation et de la mise en œuvre des projets. Elle est actuellement membre de deux coalitions nationales de défense des droits de l'enfant et de quelques autres organisations nationales de la société civile.

Contribution aux activités de l'ONU

UNICEF : Pendant la période d'établissement du présent rapport, SOUL a coordonné avec l'UNICEF la diffusion de la méthode « d'enfant à enfant » et la promotion du principe du développement de la petite enfance; et effectué une étude d'évaluation de suivi sur les connaissances et l'attitude des jeunes en matière de VIH et de sida.

Banque mondiale : SOUL est en train exécuter des projets sur la maternité sans risques et la bonne santé de la mère en collaboration avec la Banque mondiale; les deux projets font bénéficier 52 000 femmes en âge de procréer.

UNESCO : En 2010, SOUL a effectué une évaluation de la capacité des organisations non gouvernementales quant aux programmes d'alphabétisation; et un voyage d'étude afin d'analyser la politique d'alphabétisation en Thaïlande et de contribuer à l'élaboration d'une nouvelle politique d'alphabétisation pour le Yémen.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation a consacré son programme aux besoins les plus urgents de sa communauté locale.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation concordent avec les stratégies et les plans nationaux et internationaux, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement.

13. Sudan National Committee on Harmful Traditional Practices**Statut consultatif spécial depuis 1999****Introduction**

Le Sudan National Committee on Harmful Traditional Practices possède des antennes dans 15 États du Soudan. Ses principaux objectifs sont : améliorer la santé et le bien-être des femmes et des enfants au Soudan afin de réduire la fréquence des mutilations génitales féminines et autres pratiques traditionnelles néfastes, l'accent étant mis sur l'élimination des mutilations génitales féminines, ainsi que du mariage des enfants, de la violence tribale et conjugale, de la discrimination à l'égard des femmes et du VIH/sida.

Changements à signaler

L'acte constitutif et les règlements de l'organisation ont été modifiés en 2010 par son assemblée générale du Comité. Conformément à l'article 11 du chapitre 3, les bureaux de coordination au niveau de l'État ont été dissous et remplacés par des centres de promotion de la femme et des enfants. Selon l'article 17 du chapitre 6, l'assemblée générale ne peut amender le statut sans l'approbation des deux tiers des membres qui ont réglé leur cotisation annuelle et tout amendement n'est valable que s'il est approuvé par le secrétariat général des organisations non gouvernementales.

Contribution aux activités de l'ONU

Au total, 64 ateliers de formation des formateurs sur les mutilations génitales féminines, les pratiques traditionnelles néfastes, le VIH/sida et la protection des femmes et des enfants ont été organisés durant la période considérée. Environ 1 920 personnes y ont participé, y compris des chefs religieux, des sages-femmes, des dirigeants traditionnels, des enseignants et de jeunes personnes. En outre, huit séances d'entretiens collectifs et d'ateliers de formation axés sur les droits ont été organisées et 160 personnes y ont participé : administrateurs de programmes, jeunes personnes, femmes dirigeantes et enseignants. Les personnes qui ont suivi la formation ont encouragé les membres des communautés à participer à la campagne et à servir de formateurs dans leur propre entourage. Six forums sur la violence à l'égard des femmes et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique ont été par ailleurs organisés avec la participation de 120 législateurs et parlementaires. Ces forums ont abouti à l'adoption de l'initiative des sages-femmes visant à signer un pacte d'honneur pour la lutte contre les mutilations génitales féminines et toutes les autres pratiques néfastes. L'organisation a effectué 2 890 visites dans les foyers de 105 villages et les camps destinés aux personnes déplacées autour de Khartoum, notamment pour discuter de la manière dont on peut éliminer les mutilations génitales féminines, les mariages de mineurs et le sida.

Participation aux réunions des Nations Unies

Le 18 septembre 2010, le Directeur de l'organisation a été invité par le comité d'experts techniques en matière des droits de l'homme à assister à la présentation à Genève du rapport du Gouvernement soudanais sur la mise en œuvre des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant. L'expérience a été très constructive. L'organisation a contribué à l'élaboration du rapport parallèle soudanais.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Un projet a été lancé en collaboration avec l'UNICEF pour mettre fin aux mutilations féminines, génitales ou sexuelles, et au mariage des enfants dans les États de la mer Rouge et de Khartoum, en 2009 et 2010. Environ 13 000 membres des collectivités locales en ont bénéficié.

Un projet a été lancé en 2010, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population, afin de faire mieux connaître la santé procréative et la prévention du VIH dans trois États du Soudan. Environ 41 000 membres des collectivités locales (jeunes, enseignants, travailleuses de l'industrie du sexe, marchands de thé, cadres médicaux et élèves) en ont bénéficié.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a célébré la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines le 6 février 2010; 6 521 personnes y ont assisté. Elle a également célébré la Journée mondiale du sida, le 1^{er} décembre 2010; 18 451 personnes étaient présentes, y compris des personnes vivant avec le VIH.

14. Mouvement international des femmes pour la paix Suzanne Moubarak

Statut consultatif spécial depuis 2007

Introduction

Le Mouvement international des femmes pour la paix Suzanne Moubarak, fondé en 2003, travaille à l'échelle internationale, régionale et nationale (Suisse et Égypte). Son secrétariat est au Caire et il dispose d'un bureau à Genève.

Objectifs et mission

Les objectifs du Mouvement consistent à accroître la contribution des femmes et des jeunes aux processus de paix grâce à des séminaires de sensibilisation, en particulier au sujet de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité concernant les femmes, la paix et la sécurité, au réseau international de la jeunesse, à la campagne « Halte à la traite d'êtres humains, maintenant! » et à l'initiative de la cyberpaix; et à créer des partenariats et à coordonner des activités pour propager une culture de paix et de non violence grâce à ses programmes et conférences éducatifs.

Changements à signaler

Aucun changement n'a eu lieu pendant la période d'établissement du présent rapport.

Contribution aux activités de l'ONU

Le Mouvement a organisé des séminaires et des programmes pour sensibiliser le public et contribuer à la mise en œuvre des conventions, résolutions et plans d'action des Nations Unies, en particulier la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et le Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes. Il a participé à l'élaboration du plan d'action régional arabe pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) et du rapport parallèle des ONG régionales sur Beijing+15 concernant les pays arabes. Dans le cadre de sa campagne intitulée « Halte à la traite d'êtres humains, maintenant! » l'organisation a continué de mobiliser les entreprises, élaboré des documents de sensibilisation et mis en place une ligne téléphonique spéciale pour les victimes de traite et organisé des réunions et des conférences qui ont contribué à la création de partenariats pour la lutte contre la traite d'êtres humains et à promouvoir la formulation et l'application de mécanismes juridiques de lutte contre la traite et de programmes d'aide aux victimes. Une femme, membre du conseil administratif de l'organisation, a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) pour les actions du milieu des affaires dans le combat contre la traite des personnes puis élue Présidente du conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour les victimes de la traite des personnes. Le Mouvement a organisé un forum international de la jeunesse du 1^{er} au 3 septembre 2007, à Charm el-Sheikh (Égypte), qui a réuni 800 jeunes venus de 100 pays pour échanger les bonnes pratiques sur l'augmentation de la participation des jeunes aux processus de paix et de développement. Le forum a abouti au lancement du Réseau international des jeunes qui continue d'œuvrer pour la réalisation de cet objectif. Le Mouvement a lancé l'initiative de la cyberpaix en 2007, en coopération avec divers partenaires, y compris l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement, afin de doter les jeunes des moyens leur permettant d'utiliser les technologies de l'information et des communications pour promouvoir la paix et le développement.

Participation aux réunions des Nations Unies

Durant la période 2007-2010, des représentants de l'organisation ont assisté à la plupart des réunions des Nations Unies concernant les femmes et la paix, les droits de l'homme, la lutte contre la traite d'êtres humains et l'initiative de protection des enfants en ligne, y compris le Forum de Vienne sur la lutte contre la traite d'êtres humains : un crime qui nous fait honte à tous, qui s'est tenu du 13 au 15 février 2008 et le dialogue thématique interactif de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la traite d'êtres humains qui a eu lieu le 13 mai 2009, à New York.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation a coopéré étroitement avec les organes pertinents des Nations Unies, notamment : avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), en Égypte, pour élaborer, en langue arabe, un manuel de formation à une culture de paix (2009); pour organiser le forum consacré au dialogue politique africain sur les femmes, la paix et la sécurité (23-25 novembre 2010); et pour élaborer un programme universitaire de sensibilisation au sujet de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, en 2009. En collaboration avec

l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite d'êtres humains et l'UNODC, elle a organisé une conférence sur le partenariat public-privé pour la lutte contre la traite des êtres humains, du 1^{er} au 3 mars 2009, à Bahreïn, et un forum international intitulé : « Mettre fin dès maintenant à la traite d'êtres humains : appliquer le protocole de l'ONU », du 10 au 12 décembre 2010, à Louxor (Égypte). Elle a lancé à l'intention des sociétés un cours d'apprentissage en ligne sur la prévention et l'élimination de la traite d'êtres humains et conclu un accord bilatéral avec l'UIT et l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement sur un prix décerné tous les deux ans afin de récompenser un chef d'entreprise dans le cadre de l'initiative dénommée « Culture de paix » qui a été renouvelé pour deux années supplémentaires à partir du 3 septembre 2007.

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Mouvement a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement en général en coorganisant le Prix du Sommet mondial pour la Jeunesse de 2009 dans le cadre de son initiative dénommée « Culture de paix ».

Activités menées à l'appui de l'objectif 3 : Séminaires et programmes de sensibilisation au sujet de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité (Égypte) et élaboration de la campagne (internationale) intitulée « Halte à la traite d'êtres humains, maintenant! ».

Activités menées à l'appui de l'objectif 7, cible 9 : Ateliers de formation sur la préservation de l'environnement à l'intention des étudiants et des enseignants (Égypte); dans le contexte de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde, ateliers de formation à l'intention des femmes et des jeunes (Égypte). Le Mouvement observe la Journée internationale de la femme et la Journée internationale de la paix en organisant des réunions et des manifestations tous les ans.

15. Swiss Catholic Lenten Fund

Statut consultatif spécial depuis 2007

Introduction

Le Swiss Catholic Lenten Fund (Action de Carême) est une organisation non gouvernementale de Suisses catholiques travaillant pour le développement. Elle aide des personnes qui prennent leur avenir en main dans 16 pays du Sud de la planète (Afrique du Sud, Brésil, Colombie, Guatemala, Haïti, Mexique, Pérou, Burkina Faso, Kenya, Madagascar, République démocratique du Congo, Sénégal; Inde, Laos, Népal, Philippines). En Suisse, l'organisation organise des campagnes d'information et de sensibilisation. Aux deux niveaux national et international, elle mène des activités d'information et de mobilisation. Elle est membre du réseau de la Coopération internationale pour le développement et la solidarité (CIDSE) qui est doté d'un statut consultatif général auprès du Conseil économique et social, et applique la politique du réseau en Suisse, à l'échelle nationale. La plupart des activités qu'elle exécute avec l'ONU sont menées en coopération étroite avec le CIDSE et ses organisations membres.

Objectifs et mission

Les programmes de développement du Swiss Catholic Lenten Fund visent à promouvoir l'autonomisation. Par expérience, l'organisation sait qu'un projet ne devient viable qu'avec l'appui et la participation de la collectivité. Ainsi, elle s'emploie à renforcer les structures rurales locales et d'autres regroupements de personnes. Ses activités d'information et de sensibilisation ont pour objectif d'inciter la population vivant en Suisse à réfléchir sur les conditions de vie dans les pays défavorisés du Sud. Elle enquête sur les causes de la pauvreté qui touche de grandes parties de la population de ces pays et se considère comme le porte parole des habitants du Sud, y compris sur le plan politique. Elle cherche à combler le fossé qui ne cesse de s'approfondir entre les riches et les pauvres et est résolue à œuvrer en faveur d'un développement juste et durable. Elle est persuadée que pour être global, le développement doit s'occuper des causes profondes de ces problèmes et transformer les structures de l'injustice. Dans ses activités de mobilisation et de sensibilisation, elle tire parti de son appartenance à Alliance Sud (communauté de travail pour la politique de développement des six plus grandes ONG suisses) et au réseau CIDSE. Ses activités portent essentiellement sur le financement du développement, les objectifs du Millénaire pour le développement, les affaires et les droits de l'homme, le droit à l'alimentation et les changements climatiques.

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation a appuyé des projets de développement menés dans 16 pays en Amérique latine, en Afrique et en Asie pour lutter contre l'extrême pauvreté. Au plan politique, elle a élaboré des positions et fait campagne en leur faveur auprès de gouvernements et d'institutions et organisations internationales. Les sujets abordés ont été le financement du développement, les objectifs du Millénaire pour le développement, les affaires et les droits de l'homme, le droit à l'alimentation et les changements climatiques.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé à de nombreuses réunions des Nations Unies, y compris les sessions ordinaires du Conseil économique et social et du Conseil des droits de l'homme, ainsi qu'à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey (Doha (Qatar), 29 novembre-2 décembre 2008) et aux auditions informelles interactives de l'Assemblée générale des Nations Unies avec les ONG, les organisations de la société civile et les organisations du secteur privé (New York, 14 et 15 juin 2010).

Initiatives à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : L'organisation appuie des programmes de développement dans 16 pays en matière de souveraineté alimentaire et de droit à l'alimentation (de façon continue).

Objectif 8 : L'organisation a joué un rôle primordial dans une campagne publique de grande envergure visant à élever à 0,7 % du produit intérieur brut l'aide étrangère au développement; elle a coordonné la réunion d'une délégation de la Conférence des évêques d'Afrique avec des représentants du Gouvernement suisse en prévision de la séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les

objectifs du Millénaire pour le développement qui s'est tenue en septembre 2010. Elle a fait campagne en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement (2010) et effectué des échanges réguliers avec le Gouvernement suisse au sujet des taxes sur les opérations financières, les taxes sur les opérations monétaires et la justice dans ces domaines (de façon continue). Elle a mené une campagne sur les rapports des sociétés multinationales, pays par pays, au début de 2011. L'organisation a également effectué des échanges réguliers avec le Gouvernement suisse au sujet d'autres instruments novateurs de financement du développement (taxe sur les billets d'avion) liés également aux difficultés issues des changements climatiques (taxe sur le carbone) et à des problèmes de cohérence et de gouvernance mondiale (en plaidant aussi en faveur d'une voix et d'un vote pour les pays en développement dans les institutions financières internationales).
